



L'opposition battue, seul le mouvement social peut inquiéter Hugo Chávez

VENEZUELA • Pour Hugo Chávez, facilement réélu dimanche avec plus de 61% des voix, le danger pourrait venir désormais de son propre camp, toujours mieux organisé et impatient de voir les réformes aboutir.

ANDREA MARRA, CARACAS

«Uh, Ah! Chávez no se va!» Le slogan de campagne s'est transformé en réalité: Hugo Chávez ne s'en va pas. Le président vénézuélien a été largement réélu, dimanche, à la tête de l'Etat pétrolier des Caraïbes. Pour la quatrième fois depuis 1998, l'ex-lieutenant-colonel triomphe dans les urnes. Le leader bolivarien devrait continuer de mener sa «révolution vers le socialisme du XXI^e siècle» jusqu'en 2013.

En ce 3 décembre 2006, la nuit de Caracas s'embrase peu après 22 h. Tibisay Lucena, présidente du Conseil national électoral, vient d'annoncer qu'après le décompte de 78,31% des bureaux de vote, le chef d'Etat sortant mène avec 61,35% des voix¹. La victoire est totale. Hugo Chávez obtient la majorité absolue dans tous les Etats. Même à Zulia, la région la plus peuplée du pays, pourtant gouvernée par son adversaire direct Manuel Rosales.

Caracas en fête

Les feux d'artifice, dont sont si friands les Vénézuéliens, illuminent immédiatement le ciel chargé de nuages de la capitale. La foule envahit les rues pour rejoindre le Palais de Miraflores et entendre le «leader» proclamer, depuis le Balcon du peuple, «une autre victoire de la révolution bolivarienne (...) malgré les campagnes satanisantes (sic)».

Sous une pluie battante, la fête se déchaîne au son du reagan. La «loi sèche» – qui interdit la vente d'alcool pendant les scrutins – tombe en désuétude. Les flots de bière et de rhum tentent de rivaliser avec les trombes d'eau qui s'abattent sur un «peuple chaviste» détrempé mais heureux d'exprimer sa «passion» et son «amour».

Rosales conciliant

Contraste. Sur les écrans, la mine déconfitée des présentateurs des télévisions privées en dit long sur la profonde déception des partisans de l'opposition. Mais c'est justement de ce côté qu'arrive la seule véritable surprise des joutes électorales: M. Rosales reconnaît très rapidement sa défaite. Oubliées alors les accusations d'irrégularités que le «candidat unitaire» avait formulées en cours de matinée.

Signe d'une nouvelle maturité politique imprimée par le gouverneur de Zulia, les habitants de l'est de Caracas ne descendent pas à leur tour dans la rue en hurlant à la fraude massive. Même la place Altamira, centre névralgique des protestations antichavistes, est le théâtre d'une – petite – fête bolivarienne.

Et lundi matin, Caracas se réveille dans une étonnante tranquillité. Les observateurs internationaux saluent pour leur part la massive participation et le



Hugo Chávez, dimanche, au volant de sa fameuse «cox» rouge. Le leader bolivarien conservera les manettes du pays pendant les six prochaines années. KEYSTONE

«cadre général de légalité», notant que les quelques anomalies dénoncées n'altèrent aucunement les tendances annoncées.

Sa victoire déclarée, Hugo Chavez lance à ses partisans: «Aujourd'hui commence une nouvelle ère (...) qui aura comme force centrale et fondamentale l'approfondissement de la révolution bolivarienne, de la démocratie, dans la voie vénézuélienne vers le socialisme.» Le président réélu utilise également un ton plus conciliant qu'à son habitude envers ses adversaires qu'il félicite pour leur comportement démocratique.

En effet, le leader vénézuélien sait qu'il doit intégrer de nouvelles forces s'il veut mener à bien son projet. En commençant par les classes moyennes formées dont il a grand besoin. Plusieurs chantiers de taille l'attendent. Corruption, pauvreté, insécurité et polarisation à outrance de la société sont autant de problèmes qu'il devra résoudre s'il compte rester à son poste jusqu'à la fin de son nouveau mandat.

Aujourd'hui cependant, le principal risque de déstabilisation ne vient plus tellement d'une opposition rentrée dans le jeu démocratique. Le plus

dangereux ennemi de la «révolution bolivarienne» pourrait bien s'avérer être ses propres contradictions et les revendications de ses propres troupes. Le processus bolivarien a en effet politisé un peuple jusqu'alors plus intéressé par la fête, le *beisbol* et la période de Noël que par «la chose publique». Et la démocratie participative, que M. Chávez a tant promue, pourrait se révéler une arme à double tranchant si les aspirations des Vénézuéliens ne trouvent pas de réponses.

Pour cette «nouvelle étape», le président devra notamment résoudre le problème posé par

l'existence d'un «Etat parallèle», qu'il a lui-même mis en place. La profonde corruption qui mine les institutions a en effet poussé le pouvoir à concevoir une action sociale financée directement par la manne pétrolière, en contournant les voies classiques. Cette «solution d'urgence», ne peut cependant durer. Mais en tentant d'intégrer ses «missions» aux structures étatiques, M. Chávez pourrait se voir opposer une forte résistance des acteurs sociaux qui craignent la bureaucratiation de la «révolution».

2007 agité?

«Nous nous attendons à un 2007 agité, affirme Laurent Labrique, de l'organisation de défense des droits humains Pro-vea. Le nombre de protestations, de la part même de secteurs chavistes, a déjà passablement augmenté cette année. Tout comme la répression d'ailleurs. Pendant le processus électoral, de nombreuses organisations sociales ont apporté un appui critique au président Chávez. Mais après la victoire, les revendications vont vite reprendre le dessus. Et le conflit pourrait gagner en ampleur. On remarque en effet une certaine perte de patience. Des deux côtés. 1

¹ A l'heure où nous mettons sous presse, sur la base de 85% des bureaux, M. Chávez obtenait 61,62% des suffrages.

Ecologiste au Guatemala, un boulot dangereux

RÉPRESSION • A l'image d'Eloyda Mejía, Peace Brigades International accompagne plusieurs activistes guatémaltèques menacés. Dix ans après la fin de la guerre civile, l'organisation est débordée.

La carte du Guatemala que déplie Eloyda Mejía parle d'elle-même. Les multiples points représentent les très convoités gisements miniers. Tous sont situés en territoires indigènes. «La colonisation espagnole a repoussé les peuples autochtones dans les montagnes», explique la Guatémaltèque.

Eloyda Mejía n'est pas indigène. Elle ne vient même pas du département d'Izabal (nord-est du Guatemala). Cette mère de quatre enfants a été séduite par la beauté du lac d'Izabal, le plus grand du Guatemala. Sur ses berges raides et boisées, elle tient un petit café.

Eloyda Mejía a aussi fondé une association des «Amis du lac Izabal». En 2002, le gouvernement venait de renoncer à autoriser des forages dans le bassin. «Le sol est extrêmement fragile. Du pétrole aurait inévitablement pollué les eaux», se souvient Eloyda Mejía. Les Amis du lac entendaient pousser leur avantage en proposant une forme de développement basé sur le tourisme écologique.

Mais le répit a été de courte durée. La société canadienne Skye Ressource Ltd est en train de faire renaître de ses cendres une vieille usine de nickel. Le projet a d'ailleurs été baptisé Fénix. Il s'étend sur 248 km². Lorsqu'Eloyda Mejía était en Suisse, des centaines d'indigènes d'ascendance maya investissaient les locaux dé-

s affectés de l'ancien site. Mi-novembre, le bras de fer entre les occupants et la police a fait plusieurs blessés et arrestations.

Le travail d'information des Amis du lac d'Izabal semble avoir porté ses fruits. «Les communautés locales ne savaient rien du retour des entreprises minières», raconte M^{me} Mejía. Les indigènes sont pourtant les premiers concernés. Ils possèdent la terre mais sans titre officiel ils ne peuvent souvent pas le prouver. De plus, la pêche, et donc la qualité de l'eau, leur fournit l'essentiel de leurs revenus.

La mine a fermé en 1982, en pleine guerre civile. «Quasiment du jour au lendemain, rappelle Eloyda Mejía. Ils ont dit que c'était à cause de la baisse des cours du nickel. Les 600 ouvriers – la plupart n'étaient pas de la région – ont été licenciés. Comme tout est resté en l'état, les eaux de ruissellement polluent le lac tout proche.»

La mine appartenait alors à Inco, une autre compagnie canadienne. Son nom est apparu dans le rapport de la Commission vérité de l'ONU chargée d'éclairer la sale guerre guatémaltèque. Dans les années 1970, Exmibal, un sous-traitant d'Inco, a trempé dans les exécutions d'activistes locaux opposés à la mine. En 2004, Inco a vendu ses droits à sa compatriote Skye Ressource Ltd.

En 1996, des accords de paix mettent fin au plus long conflit d'Amérique centrale. Dix ans plus tard, des fantômes rôdent toujours. Eloyda Mejía peut en témoigner. En février 2004, son association organise une soirée d'information sur le projet Fénix. «Des centaines de personnes ont déboulé dans la salle pour interrompre la réunion», relate-t-elle. La présidente des Amis du lac d'Izabal est menacée de mort. «Les perturbateurs

s'étaient vu promettre un travail à la mine», assure-t-elle aujourd'hui.

L'activiste doit alors faire appel aux services de Peace Brigades International (PBI). Au début, elle bénéficie d'un accompagnement 24 heures sur 24, plus occasionnellement par la suite.

La Suissesse Jacqueline Hefti a suivi Eloyda Mejía les premiers mois: «Grâce à l'accompagnement international, les personnes menacées se sentent moins seules et ont le courage de continuer leur travail. Notre appui est aussi psychologique.» Les volontaires de PBI rencontrent les autorités locales, des responsables de la police ou de l'armée.

PBI avait quitté le Guatemala en 1999. Les brigadistes y sont revenus en 2003 sollicités par les activistes qu'ils avaient protégés durant la guerre. Signe de la précarité de la situation, PBI a reçu en 2005 «davantage de demandes d'accompagnement que ce qu'elle a pu assurer» et intervient désormais loin de la capitale, «dans de nouvelles zones riches en ressources naturelles».

Depuis l'intervention de PBI, Eloyda Mejía n'a plus été inquiétée. «Les multinationales n'ont pas envie de scandale», analyse-t-elle, agacée qu'on s'attarde sur son sort. «Ma préoccupation, c'est la reprise de l'exploitation. L'Etat est beaucoup trop faible pour contrôler quoi que ce soit. Les études d'impact, ce sont les entreprises qui les font!»

Skye Ressource a achevé les forages exploratoires cet été. Les réserves prouvées de nickel atteignent les 157 000 tonnes, mais Skye espère en tirer quatre fois plus de minerai. La compagnie prévoit de démarrer la production en 2008 pour la terminer quatre ans plus tard. SIMON PETITE



Craignant des représailles, la militante écologiste guatémaltèque Eloyda Mejía a été suivie comme son ombre par des brigadistes de la paix. PBI